

Collectif unitaire contre l'extrême-droite et ses idées

Le programme de Marine Le Pen :

Un programme autoritaire au service des puissants

Samedi 8 avril, le Collectif organise une rencontre avec toutes celles et tous ceux qui considèrent qu'il faut lutter contre les idées d'extrême-droite, aujourd'hui cristallisées dans le programme de Marine Le Pen à la Présidentielle. Nous sommes persuadés, qu'ensemble, nous nous opposerons à cette imposture. Aucun terrain ne peut être déserté pour combattre les idées d'extrême-droite !

La victoire de Marine Le Pen, une perspective que nous refusons

Semaine après semaine, une chose apparaît certaine concernant les élections présidentielles de 2017 : la candidate de l'extrême-droite sera au deuxième tour de l'élection présidentielle. Face à une gauche divisée et affaiblie par son passage au gouvernement et une droite libérale et conservatrice déconsidérée par les affaires judiciaires frappant son candidat, on ne peut même plus exclure la perspective d'une victoire de Marine Le Pen, même si cette dernière est également rattrapée par la justice.

Ne pas se tromper de colère

Le Front National a progressé dans toutes les élections qui ont eu lieu depuis 2011 sur un discours articulant défense de la patrie et protection des acquis sociaux des plus démunis contre tout ce qui vient de l'étranger (la mondialisation, l'Europe, l'islam).

Nous affirmons que derrière un discours prétendument « apaisée » et démagogique, on retrouve l'idéologie national-populiste qui structure l'extrême-droite française depuis plus d'un siècle et que la mise en application de cette idéologie, si, par malheur, Marine Le Pen parvenait au pouvoir d'Etat, entraînerait la mise en place d'un régime autoritaire, dur pour les salariés quel que soit leur origine, comme l'a été le régime de Vichy entre 1940 et 1944. Nous appelons donc les milieux populaires, et l'ensemble des citoyens, en particulier la jeunesse, à ne pas se tromper de colère.

Ni rire, ni pleurer, déconstruire une imposture

Nous n'entendons pas considérer la campagne électorale seulement comme un spectacle dont Marine Le Pen serait

l'un des guignols car derrière la comédie se joue des rapports de force qui pèseront sur les conditions de vie des classes populaires. Il n'est pas question non plus d'être des prophètes de malheur annonçant la catastrophe comme s'il s'agissait d'une punition divine, condition nécessaire d'une renaissance des forces de progrès.

La montée du FN est résistible ne serait-ce que parce de larges secteurs de la population restent encore à l'écart de la lutte politique. Mais une des forces de l'actuelle direction du FN est bien d'avoir su incarner son idéologie dans des discours semblant épouser les besoins des milieux populaires et des classes moyennes.

C'est pourquoi nous entendons contribuer, avec nos modestes moyens, à déconstruire ces discours c'est-à-dire démontrer leurs incohérences et leur lien avec une idéologie contraire à la république démocratique et hostile aux intérêts des salariés, des chômeurs et des précaires.

Un absent significatif du projet de Marine Le Pen : le pouvoir économique et financier

Les « 144 engagements » de Marine Le Pen mettent en avant les questions sociale et identitaire. La réponse xénophobe à la deuxième question, qui renvoie à l'idéologie profonde de l'extrême-droite, montre déjà que les promesses sociales du FN n'engagent que ceux qui y croient car elle a pour conséquence la division et donc l'affaiblissement des salariés.

Mais le projet présidentiel de Marine Le Pen prend aussi son sens avec ce qui en est absent : rien n'y est dit sur le grand capital qui est pourtant responsable de la crise économique et sociale. **La Finance n'est jamais attaquée dans les « 144 engagements » qui ne parlent pas non plus d'augmentation de salaire.** Ce silence donne son sens au projet politique de Marine Le Pen.

Non, les immigré-e-s ne sont pas un problème !

Si le FN parle de « *priorité nationale* » au lieu de « *préférence nationale* » le but est le même : dresser les salarié-e-s français et immigrés les uns contre les autres, les empêcher de s'unir pour peser sur les choix économiques et sociaux. Appliquée à l'ensemble de la vie économique et sociale, « la priorité nationale » conduirait à un véritable apartheid à la française.

Le FN désigne les étranger-e-s comme responsables de tous les maux. A la figure de l'immigré terroriste ou délinquant s'ajoute celle de l'immigré fardeau. Pour le FN « *l'immigration est une source de coûts très importante ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires* ». Il prétend réaliser des économies par « *la priorité nationale en matière d'emplois, de logements et d'aides sociales* ».

Les immigré-e-s seraient une charge ? Faux !

Toutes les études (sauf celle produite par le FN) démontrent que les immigré-e-s versent davantage au budget de l'État, sous forme d'impôts directs ou indirects, de cotisations, de taxes... qu'ils ne reçoivent en légitime protection sociale.

L'immigration ferait baisser les salaires des Français ? Faux ! Ce sont le chômage et la précarité qui font pression sur les salaires des immigré-e-s comme des français. Précarité que le FN veut renforcer en supprimant « *la possibilité de régulariser des clandestins* ». Le maintien des sans-papiers dans une zone de non-droit est un facteur d'abaissement des salaires, des garanties collectives et une arme pour un système orienté vers le profit.

Le FN ne serait plus raciste ? Le Pen déclare ne pas avoir de vision raciale du « peuple français ». Affirmation démentie par son programme : abolition du droit du sol, suppression de la double nationalité extra-européenne, suppression dans les faits de l'acquisition de la nationalité par mariage et du regroupement familial.

Si le FN accédait au pouvoir, aucun « non-blanc » ne pourrait en réalité plus devenir français. Derrière la sémantique de communication, le FN est toujours un parti raciste !

Non, Marine Le Pen ne défend pas les droits des Femmes

Le Front National est représenté dans cette élection par une femme. Ce n'est pas pour autant que la candidature de Marine Le Pen peut représenter un quelconque espoir pour faire avancer les droits des femmes. Au contraire !

Pour le FN, la place des femmes est au foyer pour s'occuper des enfants. Le combat pour l'égalité des hommes et des femmes face à l'emploi est balayé d'un revers de la main, de même que la parité, qui serait selon le programme du FN « une forme de racisme inversé ».

Autre droit fondamental conquis par les luttes des femmes, le droit à l'avortement : Marion Marechal-Le Pen, a décidé de couper les subventions aux planning familiaux ! Si elle a pris ses distances quant à cette décision, Marine Le Pen a parlé en 2012 d'« avortement de confort ». Quant au parti lui-même, il y a peu, il présentait l'avortement comme ... un « génocide anti-français ».

Hostile au port du voile, le FN ferait-il à ce propos montre d'un combat pour la libération des femmes ? En fait, sa position sur cette question vise, non pas à agir contre l'oppression sexiste, mais à discriminer les musulmanes. Ce n'est qu'un de ses arguments pour diffuser le poison raciste.

Enfin, il convient de juger sur pièces, c'est-à-dire sur les votes des députés FN.

Systématiquement, ils ont voté contre les timides avancées du droit des femmes : l'abolition du système prostitutionnel ; la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ; la loi sur le harcèlement sexuel.

Non, Marine Le Pen ne défend pas une école démocratique !

L'école de Marine Le Pen ne change pas beaucoup par rapport à celle de son père.

C'est une école qui supprime le collège unique et rétablit l'apprentissage à 14 ans (engagement 81), qui fait la promotion du "roman national" en excluant les questions historiques qui "divisent" (engagement 97), qui ferme l'école sur elle-même (engagement 102) et en fait une caserne avec le port de l'uniforme (la seule nouveauté du projet !) et la restauration de l'autorité du maître (engagement 103). C'est aussi une école qui consacre l'existence d'écoles privées religieuses (engagement 11 sur la garantie à apporter à la "liberté de scolariser ses enfants") malgré toutes les professions de foi laïques et républicaines qui ne parviennent pas à ce principe de bon sens, comme dirait Marine Le Pen, "fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée".

Les "engagements" de Marine Le Pen sont dangereux pour l'école publique et ses agents comme pour les familles populaires car:

- ils reposent sur des mensonges lorsque la candidate d'extrême-droite propose de renforcer les apprentissages fondamentaux alors que ce renforcement est en cours depuis plusieurs années !

- ils visent à renforcer le tri social à l'école : la fin du collège unique c'est le retour à l'orientation-sélection dès la 5e voir dès la 6e et on sait à quels groupes sociaux appartiennent les enfants qui sont éjectés de la poursuite d'études générales : ce ne sont pas ceux des riches !

- ils visent à formater les esprits des enfants pour faciliter leur adhésion aux idées d'extrême-droite. Car qu'est-ce qui gêne tant Marine Le Pen dans le fait de discuter dans les classes, sur la base des travaux des historiens, de Vichy ou de la guerre d'Algérie si ce n'est que l'étude de ces périodes historiques montre que l'extrême-droite s'est toujours opposée aux principes d'égalité, de liberté et de fraternité ?

En réalité, la vision de l'école de Marine Le Pen est profondément réactionnaire, inspirée par la haine de la démocratisation de l'école de la République qui se développe depuis 1958. Certes, cette démocratisation connaît des difficultés mais l'application du programme scolaire de Marine Le Pen signifierait le retour à une école qui excluait du Savoir les classes populaires, exception faite de quelques rares « méritants » justifiant par leur existence même le caractère fondamentalement inégalitaire de l'école d'alors, celle de l'époque de la Troisième République, dont il n'y a pas à cultiver la nostalgie !

Non, Marine Le Pen ne défend pas les milieux populaires.

Apparemment, son programme semble défendre les intérêts des ouvriers et des employés : retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation, retrait de la loi El Khomri, revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires, garantie du remboursement des soins... tout cela fait partie des 144 « engagements » de la candidate du FN.

Mais trois raisons font que **ces mesures n'ont pas la moindre chance d'être mises en place au cas où elle serait élue : aucun moyen n'est prévu pour financer ces mesures** si ce n'est des fantasmes comme le coût de l'immigration qui serait alors stoppé (voir ci-dessous), une taxe de 3% sur les importations (comme si les autres pays ne prendraient pas en retour une taxe du même type), l'augmentation de la masse monétaire par une Banque de France redevenue indépendante après la sortie de l'euro

(comme si cela ne conduirait pas à *une* hausse de l'inflation qui réduirait le pouvoir d'achat des salariés).

Le projet de Marine Le Pen est d'affaiblir les organisations de défense des travailleurs c'est-à-dire les syndicats représentatifs au profit de syndicats liés à son parti ou au patronat alors que les syndicats ont été les instruments qui ont permis aux salariés d'affirmer leur opposition à la loi El Khomri quand le FN se contentait de déclarations n'engageant à rien (et alors que ses deux députés à l'Assemblée Nationale affirmaient le contraire de ces déclarations).

Il est incontestable que **les salariés seront affaiblis si Marine Le Pen met en œuvre le volet identitaire de son programme** qui aggravera les discriminations envers les immigrés et leurs descendants du fait de l'application du principe de la « priorité nationale » et donc divisera les salariés.

Pour un avenir solidaire
Contre l'extrême droite et ses idées

Réunion – Débats

Samedi 8 avril 2017 à Nantes

14h Maison des Hommes et des Techniques (Machines de l'Île)

Le Collectif contre l'extrême droite et ses idées veut agir dans la durée.

La concurrence entre les victimes, si nombreuses dans ce système, et la crainte du déclassement individuel pour les plus fragiles, alimentent la désignation de boucs émissaires et la construction d'impasses présentées comme des solutions efficaces.

La démocratie, les libertés publiques et privées, la citoyenneté s'en trouvent restreintes et menacés.

La complaisance à l'égard, de Marine Le Pen, du Front National et des idées de l'extrême droite s'exprime trop souvent. Les comportements politiques contraires à l'intérêt général, la corruption, l'abus de pouvoir, l'évasion fiscale pour les riches sont des formes de violence qui alimentent une apparente cohérence du discours de l'extrême droite et les manipulations.

Le Front National et ses succursales, comme un caméléon tentent d'abuser nos concitoyens en perte de repères.

Marine Le Pen recycle de vieilles obsessions:

- **L'illusion sociale sans les syndicats contre les salariés -la chasse aux pensées « dissidentes » tout en intronisant le libéralisme économique à l'abri de barrières protectionnistes.**
- **La stigmatisation, la discrimination et la peur de celui qui vient d'ailleurs sont entretenues comme l'illusion de la préférence nationale.**

Les idées d'extrême droite veulent faire croire que la vie commune entre toutes les personnes et groupes divers de notre pays ne serait plus possible. Ces idées divisent notre société. Ces idées conduisent au rejet de l'autre puis à la haine de l'autre. Ces idées sont dangereuses.

Nous affirmons que l'apport de l'autre est une richesse pour toutes les sociétés. Nous affirmons qu'aujourd'hui comme hier, il n'y a pas d'autre solution que vouloir une société solidaire et ouverte sur le monde.

Le Collectif, qui souhaite s'élargir, sollicite les citoyen-nes, les associations, les syndicats, les mouvements et partis politiques qui luttent contre la banalisation et la complaisance à l'égard des idées d'extrême droite.

Toutes les générations s'y retrouvent pour encourager la mobilisation, l'émergence de contenus partagés nécessaires à la convergence des initiatives en saisissant les atouts de l'éducation populaire.